

## Table des matières

À quoi pourraient ressembler nos vies sans le pétrole ? - Yvignac-la-Tour.....	2
La Chine devient le 1er consommateur mondial d'énergie – pour combien de temps ?.....	3
Fenêtres sur le monde à Dijon : Un abécédaire de l'après-pétrole !.....	6
Nous aussi, parlons de DSK .....	9
Notre Dame des Landes, un choix énergétique, un choix de société : Résistance au projet de nouvel aéroport !.....	10
La guerre d'Irak était BIEN une guerre du pétrole (cette fois, c'est prouvé !).....	11
Énergie et démocratie.....	13
Libye – Bahreïn : les deux poids, les deux mesures.....	14
L'Europe plus fragile face au pic pétrolier.....	17
Dos au mur, les pays riches s'entendent pour puiser 60 millions de barils dans leurs stocks.....	19
D'ici 2020, la production des champs pétroliers en activité aura diminué de 30%.....	21
«La spéculation, c'est l'écume sur la vague, point à la ligne !».....	22
Le pétrole sera abondant à condition d'y mettre le prix.....	23
Le nœud coulant du peak oil commence à se resserrer.....	24
Bulle de gaz de schiste aux Etats-Unis ?.....	26

# À quoi pourraient ressembler nos vies sans le pétrole ? - Yvignac-la-Tour

mardi 07 juin 2011



À quoi pourraient ressembler nos vies sans le pétrole ? C'est cette question que se posent sans paniquer les membres d'un petit groupe de « Transition » actuellement en fondation dans le pays de Dugesclin et notamment sur la commune d'Yvignac. Persuadés que nous serons d'ici peu de temps dans l'obligation de changer fortement nos modes de vie, ils affirment qu'une telle « **descente énergétique** » ne rime ni avec scénario-catastrophe, ni avec austérité subie. Elle pourrait même, pensent-ils, se faire au contraire en douceur et gaiement, entre relocalisation économique et renforcement des liens sociaux, à condition de s'y préparer sans tarder.

Plus de pétrole bon marché

« **On entend beaucoup parler du changement climatique, des pollutions, de l'économie qui menace... Et à la fin ça donne un peu l'impression qu'on ne peut rien y faire, que tout se joue au niveau des politiques...** explique par exemple Gwenolé. **Mais quand on prend conscience que de toute façon, le pétrole bon marché, c'est bientôt fini pour de bon, on se dit qu'après tout, ça peut aussi être l'occasion d'inventer ensemble quelque chose de mieux, ici, et sans attendre !** »

C'est pour aborder ces questions en toute franchise, et pour y chercher des réponses avec toutes celles et ceux qui s'interrogent aussi que le groupe *Dugesclin-en-Transition* propose une projection-débat : « Du pic pétrolier à la résilience locale ». « **Faute de pouvoir faire baisser le prix à la pompe, on peut venir à vélo !** » précisent les membres du groupe.

**Salle des Terre-Neuvas**, sur la place d'Yvignac, au-dessus du restaurant, le vendredi 17 juin à 20 h 27. Entrée libre. Renseignements 02 96 84 60 67 ou [dugesclin-en-transition@googlegroups.com](mailto:dugesclin-en-transition@googlegroups.com)

# La Chine devient le 1er consommateur mondial d'énergie – pour combien de temps ?

## 'Peak Coal' - 'Peak Oil' : la prise du homard ?

La Chine vient de supplanter les Etats-Unis à la tête des plus gros consommateurs mondiaux d'énergie, révèle le [rapport statistique annuel de BP \[pdf\]](#).

La consommation énergétique mondiale, tirée avant tout par les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.), a cru de 5,6 % l'an dernier. Il s'agit du rythme de croissance le plus rapide depuis le choc pétrolier de 1973, précise le groupe pétrolier britannique.



La Chine extrait et absorbe presque la moitié de la production mondiale de charbon ! Le charbon fournit les trois-quarts de l'électricité chinoise. [NYT]

[Rappel : l'humanité a battu en 2010 un nouveau record d'émission de gaz carbonique, avec 30,6 gigatonnes relâchées dans l'atmosphère, a [annoncé](#) l'Agence internationale de l'énergie la semaine dernière.]

La Chine serait promise au premier rang de l'économie mondiale d'ici à 2030, compte tenu de la croissance présente de son Produit intérieur brut.

Seulement voilà : l'arbre de l'économie chinoise saura-t-il monter jusqu'au ciel, si ses racines, les mines de charbon, se révèlent incapables d'accroître leurs extractions dans les années à venir – une éventualité que Pékin paraît prendre très au sérieux ?

Avant de proposer quelques éléments de réponse à cette question du charbon et de l'explosive machine économique chinoise (mon esprit a renoncé à aller droit ces jours-ci), je voudrais connecter entre eux plusieurs points qui l'avoisinent (– cette question).

Bref, mettons un peu tout ça en contexte.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) presse depuis un mois les pays pétroliers de l'Opep d'augmenter leurs productions d'or noir. (Dans le même temps, l'AIE implore les pays riches de sortir vite, vite du pétrole,... passons). La hausse de la production de brut réclamée à l'Opep vise d'une part à répondre à l'interruption des exportations libyennes, et d'autre part (c'est-à-dire, avant tout) à faire face à la hausse rapide de la demande de brut.

En 2010, la consommation mondiale de pétrole a largement franchi son niveau de 2008, l'année du krach banc(al)aire : elle a dépassé pour la première fois 87 millions de barils par jour, selon BP.

La hausse de la production de brut demandée à l'Opep, si elle advient, sera nécessairement limitée, et

elle a très peu de chances d'assagir les cours du brut, analyse le [New York Times](#). En cause, à nouveau : l'inextinguible soif d'énergie de la Chine. La consommation chinoise de pétrole est la deuxième après celle des Etats-Unis, et c'est elle au monde qui a crû le plus vite en 2010.

[Accessoirement, si l'on ose dire, cette soif n'a pas la moindre chance d'être apaisée par [l'invasion](#) de plusieurs zones pétrolifères [censées revenir au futur état indépendant du Sud-Soudan](#) par les troupes du Nord-Soudan ; même si la Chine est l'un des rares alliés (officieux) du Nord-Soudan, pays producteur africain d'importance moyenne, où les pétroliers chinois ont avancé leurs pions durant la dernière décennie.]

Continuons à connecter des points. Mon [post précédent](#) faisait état de l'analyse de l'un des fonds d'investissement les plus réputés de la planète, GMO, d'après laquelle « *l'ère des ressources abondantes* » est « *finie pour toujours* ».

Voire.

L'appétit croissant de la Chine pour les terres fertiles du Brésil [préoccupe](#) de plus en plus le gouvernement brésilien, qui, simultanément, [fait face](#) à une spectaculaire recrudescence des déboisements sauvages en Amazonie et dans le Mato Grosso.

En Inde, les conflits entre industriels et paysans pour l'accès aux meilleures terres [n'ont cessé de s'aggraver](#) depuis qu'en 2008, le groupe Tata Motors a abandonné son projet initial d'usine de fabrication de la Nano, une petite automobile destinée à la nouvelle petite (et néanmoins immense) classe moyenne indienne.

En Chine, pour finir, les autorités viennent de reconnaître l'évidence : le barrage hydroélectrique géant des Trois-Gorges, complètement opérationnel depuis 2009, est face à des « [problèmes urgents](#) », à la fois géologiques, écologiques et humains.

Le *New York Times* a choisi cette semaine de mettre en avant une [tribune](#) soulignant l'impossibilité physique, économique, écologique, matérielle, substantielle (etc.) de voir s'étendre à la population de la Chine ou de l'Inde le 'rêve américain' commercialisé tout autour du globe.

Surpopulation + Misère, on voit ce que ça donne. Il est possible que Surpopulation + Enrichissement fasse un cocktail plus explosif encore.

### **Et puis, donc, il y a le charbon.**

Depuis plusieurs semaines, de grandes compagnies électriques chinoises [font délibérément tourner au ralenti les turbines de leurs usines au charbon](#), lesquelles fournissent 73 % de l'électricité du pays. Ces groupes industriels, publics pour la plupart, entendent protester contre le pouvoir central de Pékin, qui ne les autorise pas à répercuter sur leurs factures la flambée actuelle des cours du minerais noir. Elles assument de provoquer de vastes *black-out* un peu partout, peut-être les pires auxquels la Chine ait jamais eu à faire face.

**La Chine**, qui consomme à présent trois fois plus de charbon que les Etats-Unis (mais qui dispose de moins de la moitié du montant des réserves d'Uncle Sam), **pourrait assister bientôt à une stagnation de ses extractions, voire à un déclin**, prévenait en novembre le [Wall Street Journal](#).

Pékin envisage de limiter sa production de charbon jusqu'en 2015, afin d'épargner ses réserves de minerais, notait alors le quotidien financier.

Embêtantes perspectives, notamment parce que la consommation chinoise d'électricité dépasse désormais celle des Etats-Unis.

En 2010, la Chine a fourni et absorbé plus de 48 % de la production mondiale de charbon, et sa consommation a augmenté de 10,1 % !

Tout cela pourrait expliquer l'intransigeance du pouvoir central chinois vis-à-vis des compagnies électriques. Un 'signal prix' très fort à la mode du capitalisme planifié chinois, incitant à se détourner du charbon ?

La Chine a quelque raisons de redouter une flambée future encore pire sur SA matière première vitale.

Le problème pourrait ne pas concerner que la Chine.

Le pic mondial absolu de l'énergie fournie par le charbon pourrait être atteint dès 2011, d'après une [étude](#) de l'université du Texas, dont le magazine [National Geographic](#) rendait compte en septembre. Dans une tribune [\[pdf\]](#) publiée en novembre par la revue [Nature](#), Richard Heinberg et David Fridley, du [PostCarbon Institute](#), prétendent que l'ère du charbon abondant et pas cher touche à sa fin, elle aussi. Un diagnostic qui ne fait évidemment [pas l'unanimité](#).

Le monde est de plus en plus avide de coke, de lignite et d'antracite.

Le charbon, et non les renouvelables, est de loin la source d'énergie qui s'est le plus développée au cours de la dernière décennie, [d'après l'AIE \[pdf\]](#). Le charbon, pas les renouvelables, semble être aujourd'hui la première énergie de substitution au pétrole, concluent les auteurs de '[Energy Source](#)', blog remarquable du Financial Times.

Si l'économie mondiale devait simultanément faire face au 'peak coal' (pic absolu de la production d'énergie issue du charbon) ET au '[peak oil](#)' ([pic pétrolier](#)), ce serait probablement une bonne nouvelle pour le climat. Mais les bonnes nouvelles [s'arrêteraient peut-être là](#).

« [C'est comment qu'on freine ?](#) », demandais-je sur ce blog il y a quelques mois.

Dans sa conférence sur l'essence de la technique publiée en 1955, le philosophe allemand Martin Heidegger citait Hölderlin :

*« Là où croit le péril, croît aussi ce qui sauve. »*

Souhaitons que le poète ait dit vrai.

# Fenêtres sur le monde à Dijon : Un abécédaire de l'après-pétrole !

par [Benjamin Hutter](#) | dijOnscOpe | jeu 09 jun 11 | 08:36



Détail de l'affiche du film "The End of Suburbia" - La fin des banlieues - par Gregory Greene.



"Solutions locales pour un désordre global" : autour du monde en 2011, des centaines d'écologistes ont pris le titre du film de Coline Serreau au pied de la lettre en amorçant dans leurs villages le mouvement de la transition vers l'après-pétrole. Jusqu'au jeudi 16 juin 2011, le festival Fenêtres sur le monde, orchestré par l'association des Amis de l'Eldo, à Dijon, se penche justement sur les initiatives qui fourmillent autour du globe pour repenser la vie au niveau local et sans émois pétroliers... Au retour de la soirée-débat du lundi 06 juin 2011, pour le lancement du festival, dijOnscOpe propose son abécédaire du mouvement de la transition...

- **A comme après-pétrole**

**Thomas Marchal, membre de l'Association pour la promotion de l'information et de la communication au XXI<sup>e</sup> siècle (Apic 21)** : "La raréfaction du pétrole et le changement climatique convergent vers un changement énorme pour la civilisation mondiale : tous ceux qui vivent dans une société occidentale sont concernés. Il faut donc se préparer à l'après-pétrole, sans dire que ça va être la catastrophe mais, au contraire, en imaginant que cela peut être quelque chose de joyeux et de créatif, une vraie opportunité pour changer nos modes de vie".

- **D comme Dijon**

**Philippe Mougel, sociologue à l'Université de Bourgogne** : "A la question de savoir si ce mouvement anglais est transposable en France, la réponse est oui. Même si notre société civile est beaucoup moins puissante qu'en Angleterre, nous avons prouvé après la seconde Guerre mondiale qu'en nous y mettant tous - l'Etat, les collectivités, les associations - il est possible de changer les choses. C'est à cela que nous appelons la transition aujourd'hui : à nous réunir. A Dijon par exemple, la municipalité a entendu qu'un mouvement de transition se montait et [Laurent Grandguillaume](#), adjoint au maire, a dit : "Faisons de la Fontaine d'Ouche un terrain d'expérimentation sur ce sujet". Cela prouve qu'à l'échelle de Dijon, on peut se mettre en route et se mobiliser".

**Laurent Morelli, responsable du groupe de transition de Dijon :** "A Dijon, un groupe de transition s'est monté au début de l'année 2011. Nous y réfléchissons autour mouvement de la transition et tenons à rapidement monter des actions concrètes et visibles".

- **H comme Hopkins**

**Fabien, membre du groupe de transition de Semur-en-Auxois (21) :** "[Rob Hopkins](#) est le père du mouvement de transition. Professeur de permaculture (voir la définition ci-dessous), il a inventé avec ses étudiants un plan de descente énergétique pour réduire sensiblement la consommation d'énergie dans son village, Totnes. Finalement, l'idée a tellement plu à la municipalité qu'elle a adopté ce plan ! Rob Hopkins est également l'auteur de cette citation, qui nous guide tous : "Si l'on veut faire bouger les choses chacun de son côté, ce sera trop peu. Si l'on attend que le gouvernement fasse quelque chose, ce sera trop tard. Mais si l'on s'y met tous à l'échelle de nos quartiers, de nos villages et nos villes, peut-être que le mouvement sera suffisant et peut-être même que les actions arriveront à temps".

- **L comme local**

**Fabien :** "L'idée du mouvement de transition est de revenir à des formes locales de production, de consommation, d'emploi et d'échange en général. Mais attention, nous ne voulons pas revenir au Néolithique ! Les échanges internationaux ont toujours existé et nous n'avons pas pour but de stopper ça. Déjà, nous tentons de relocaliser la vie en société et c'est un énorme travail. Bien sûr, en parallèle, se crée le réseau de tous les mouvements de transition en France et à l'international. Localement, nous tenons à créer du lien en soutenant, par exemple, l'association qui milite pour le retour du train entre Semur-en-Auxois, Les Laumes et Epoisses".

- **M comme manuel**

**Adeline Poulain, membre du groupe de transition de Semur-en-Auxois :** "*Le Manuel de transition*, rédigé par Rob Hopkins, est notre base de travail. Il présente le pic pétrolier, les problèmes climatiques, et met les deux en lien car nous ne pouvons pas les séparer pour préparer notre avenir. Ensuite, il montre en quoi la transition vers l'après-pétrole est une opportunité pour changer nos modes de vie et recréer des liens sociaux. Dans ce manuel, il propose également des solutions et des outils pour mettre en place la transition au niveau local. Car sans pétrole, il faudra relocaliser les savoirs-faire, l'agriculture, les emplois et les déplacements".

- **N comme nucléaire**

**Louis Bignand, administrateur de l'association des [Amis de l'Eldo](#) :** "La transition, ce n'est pas d'aller défilé contre le nucléaire - c'est le travail des militants anti-nucléaire. En revanche, la transition veut construire quelque chose qui montre aux autres citoyens que l'on pourra un jour s'en passer, en diminuant sa consommation d'électricité, en prenant le vélo chaque fois que c'est possible ou en installant des panneaux solaires chez soi... Car un jour, nous n'aurons plus de pétrole - ou il deviendra extrêmement cher - et le nucléaire va devenir très cher également".

- **P comme permaculture**

**Philippe Mougel :** "La permaculture est la mère de la transition. Elle part de l'observation, d'abord de jardiniers, puis d'agronomes, que des plantes vivent bien ensemble et que d'autres pas. Quand elles vont bien ensemble, elles rentrent en synergie et, petit-à-petit, se crée un écosystème favorable. Si l'on ajoute les animaux à l'équation : certains vont aérer le sol, d'autres vont polléniser, donc finalement un écosystème va s'établir, qui sera favorable aux plantes et aux animaux. Et l'on peut élargir ce schéma aux hommes, qui vont intervenir dans ce milieu. C'est ainsi que se crée une synergie entre l'agriculture et la société : telle est la définition de la permaculture".

- **S comme Semur-en-Auxois**

**Susan Cerezo, membre du groupe de transition de Semur-en-Auxois :** "Après des années d'opposition écologiste, j'étais fatiguée d'être constamment contre le système. Ce n'était pas la bonne manière de faire. Il y a deux ou trois ans, j'étais en Angleterre et j'ai rencontré des gens qui avaient l'air totalement différents : ils étaient positifs et portaient un message nouveau. Cela m'a totalement bouleversée. Je me suis dit : "Les écolos ont tout à fait raté leur coup en France". J'ai acheté le *Manuel de transition*, avec l'envie d'emmener ça dans notre petit coin de Bourgogne, à Semur-en-Auxois. Il s'agit en fait de mettre toute son énergie dans la création plutôt que la critique"..

**Fabien :** "Finalement, nous avons constitué un groupe de pilotage et nous menons aujourd'hui des actions pour que les gens se rencontrent. Cet été par exemple, nous allons monter un repas avec des produits qui viennent de moins de 80 kilomètres de la ville. Nous avons également lancé un atelier de vannerie après avoir rénové un champ d'osier sans pétrole, à la main. Nous tenons à diffuser massivement l'information car c'est ensemble, par un grand échange d'idées, que l'on trouvera les solutions. Nous essayons donc, dans un premier temps, de susciter l'échange par des choses concrètes et relocalisées".

- **T comme transition !**

**Frédéric Pham, membre du groupe de transition de Semur-en-Auxois :** "La transition oui, mais vers quoi ? Le sous-titre du *Manuel de transition* répond à cette question : "De la dépendance énergétique à la résilience locale". La résilience est la capacité d'un organisme ou d'une communauté à réagir sainement à une grosse crise. L'aspect local est également indispensable car la nature de la crise qui nous attend va nous obliger à renforcer les liens locaux. Ce qui va arriver, c'est le contraire de la globalisation".

**infos pratiques :**

Consultez [ici](#) dans notre Agenda le programme complet du festival Fenêtre sur le monde, proposé par l'association les Amis de l'Eldo jusqu'au 16 juin 2011 à Dijon.



# Nous aussi, parlons de DSK

*Bruno*  
*Rédacteur*

*MORTGAT,*  
*en*

*chef*

A l'heure du réchauffement climatique et du Peak Oil, tous les pays examinent leurs ressources pour voir comment en tirer le meilleur parti. C'est ainsi que la France se retrouve en pleine affaire DSK (Dégazons nos Schistes pour faire du Kérosène). Le Canada également, mais ce pays dispose d'une autre ressource abondante : sa forêt. Un secteur, parmi d'autres, lorgne sur cet immense réservoir de carbone sur pied étiqueté « renouvelable », à savoir celui de l'aviation. Après avoir fait émerger de multiples projets de production de biocarburants à partir d'oléagineux, de canne, de betterave, de microalgues, voilà qu'il verrait bien des arbres alimenter ses turboréacteurs. On pourrait donc légitimement craindre de voir, dans ce domaine également, se multiplier les projets de DSK. Je parle bien entendu de « Déforestation pour Substitut de Kérosène ».

Heureusement, au Canada, on ne badine pas avec la forêt, surtout la forêt publique. La Province de l'Ontario a beau en disposer de plus de 57 millions d'hectares, l'équivalent de la surface de la France, pas question pour elle de dilapider ce capital. Pour autant, si une partie de ces forêts est protégée, une part importante de la surface exploitable reste inutilisée. Le gouvernement provincial s'est donc lancé dans une politique d'appels d'offres afin d'attribuer les réserves disponibles à des porteurs de projets susceptibles de les exploiter durablement et ainsi de générer de l'activité et de l'emploi.

Le groupe californien Rentech a ainsi été sélectionné, il se verra attribuer plus de 1,1 millions de m<sup>3</sup> par an de bois inutilisés et d'espèces non-commercialisables, qui seront gazéifiés et transformés en kérosène de synthèse pour l'aviation commerciale, à raison d'environ 85 millions de litres par an. Le projet produira également 43 millions de litres par an d'éther de pétrole, une matière première chimique. La transformation du bois se fera dans une nouvelle unité de production en Ontario qui emploiera 83 personnes à temps plein et pourrait créer plus de 300 postes indirects.

On est donc bien loin de toute idée de déforestation : le projet devrait au contraire permettre d'améliorer la durabilité de la gestion forestière en offrant un débouché à des produits forestiers sans valeur commerciale jusqu'ici, en favorisant le renouvellement forestier et en assurant une diversification de l'industrie forestière. Rentech estime en outre à environ 600 000 tonnes par an les émissions de CO<sub>2</sub> qui pourront être évitées dans le secteur de l'aviation. Rien d'étonnant à ce que ce NKM là (Néo-Kérosène pour Moteurs) soit si apprécié Outre Atlantique...

# **Notre Dame des Landes, un choix énergétique, un choix de société : Résistance au projet de nouvel aéroport !**

lundi 13 juin 2011

Le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes est né dans les années 70 avec comme ambition d'accueillir le Concorde. Après une hibernation de plusieurs décennies, le projet a été réactivé au début des années 2000 par Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale.

Cette nouvelle plate-forme, à vocation internationale, serait destinée à accueillir 9 millions de passagers en 2050, contre 3 millions pour l'actuel aéroport nantais. Elle est vue par ses promoteurs comme un futur moteur de l'économie locale, malgré les exemples récents de nouveaux aéroports qui ne voient aucun ou très peu d'avions atterrir, comme à Angers, Vatry ou à Brive.

Le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes est à contre-courant des choix indispensables de sociétés:

- Les ressources pétrolières seront dans les prochaines années de plus en plus rares, le pic pétrolier ayant été dépassé.
- La légitime revendication des peuples du Sud aux partages des ressources naturelles impose à nos sociétés occidentales de diminuer leur consommation en énergie fossile.
- Le nucléaire n'est pas et ne sera jamais une solution de remplacement, tant par la rareté de la matière première utilisée, que par sa dangerosité, comme le montre la dramatique situation japonaise.
- Le recours à des ressources non conventionnelles (gaz de schiste notamment) présente de graves risques de pollution des zones concernées et le coût de leur extraction est très élevé.

Les ressources fossiles seront inéluctablement de plus en plus chères dans les prochaines années: il nous faut donc dès aujourd'hui les économiser

Promouvoir le développement du transport aérien actuellement, comme les dirigeants socialistes du Grand Ouest l'ont choisi, est tout bonnement irresponsable.

**Le rassemblement des 8, 9 et 10 juillet 2011 sur les terres de Notre-Dame-des-Landes permettra d'affirmer l'opposition à ce projet d'un autre siècle et à promouvoir d'autres choix de société, une société consciente du caractère fini de la planète.**

Collectif national de lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

# La guerre d'Irak était BIEN une guerre du pétrole (cette fois, c'est prouvé !)

On s'en doutait, quelques-uns l'avaient affirmé, mais on n'avait pas vu encore la fumée sortie du canon. C'est désormais chose faite, grâce au militant britannique Greg Muttitt et à son livre d'enquête [Fuel on The Fire](#), publié en avril.



Un soldat britannique devant des champs pétroliers irakiens en feu, en 2003  
[Bruce Adams / PA]

L'accès au brut irakien était bel et bien au coeur de la décision britannique de s'engager aux côtés des Etats-Unis lors de l'invasion de l'Irak en 2003. C'est ce que prouvent des documents confidentiels obtenus par M. Muttitt grâce à la loi britannique sur la liberté d'information, et dont le quotidien [The Independent](#) s'est fait l'écho. [Je gardais sous le coude cette info, en attendant de voir si elle allait faire scandale en Grande-Bretagne : loupé, à ma maigre surprise.]

Cinq mois avant le début de l'invasion lancée en mars 2003, la ministre du commerce britannique, la baronne Elisabeth Symons, déclarait aux représentants des majors britanniques qu'elle ferait en sorte que ces dernières aient accès aux réserves d'hydrocarbures dans l'Irak d'après Saddam Hussein.

Le compte-rendu d'une réunion avec BP, Shell et BG (British Gas) datée du 31 octobre 2002 indique : « *La baronne Symons a reconnu qu'il serait difficile de justifier que les compagnies britanniques puissent sortir perdantes en Irak (...) si la Grande-Bretagne devait être un allié prééminent du gouvernement américain durant la crise.* » La ministre a alors promis « *de rendre compte aux compagnies avant Noël* » du résultat de ses tractations auprès de l'administration Bush à Washington.

Le ministère des affaires étrangères britannique invitait BP le 6 novembre 2002 à parler des opportunités en Irak « *après le changement de régime* ». Dans le compte-rendu de la réunion, on peut lire : « *L'Irak est la grande opportunité du pétrole. BP est prêt à tout pour y aller, et s'inquiète que des accords politiques ne la privent de cette opportunité.* »

Après une autre réunion, en octobre 2002, le directeur du Moyen Orient au Foreign Office notait : « *Shell et BP ne pourraient pas se permettre de ne pas avoir leur part en [Irak], pour le bien de leurs futurs à long terme. (...) Nous sommes déterminés à obtenir pour les compagnies britanniques une part honnête de l'action dans l'Irak post-Saddam.* »

Un mois avant l'invasion de l'Irak, en février 2003, l'ex-premier ministre Tony Blair qualifiait d'« *absolument absurde* » l'idée que cette invasion puisse être motivée par le pétrole. Le 12 mars 2003, le patron de BP de l'époque, Lord Browne, déclarait : « *De mon point de vue, et du point de vue de BP, ce n'est pas une guerre du pétrole.* »

Aux Etats-Unis, l'administration Bush n'a, bien entendu, jamais reconnu le rôle joué par le pétrole. Les mobiles, c'était les armes de destructions massives (inexistantes) de Saddam Hussein et les liens (fictifs) de ce dernier avec l'organisation terroriste Al-Qaida.

Quelques personnalités liées à l'administration Bush ont pourtant pu révéler le secret de Polichinelle, notamment Paul Wolfowitz (« [La plus grosse différence entre la Corée du Nord et l'Irak \(...\) : l'Irak nage dans une mer de pétrole !](#) ») et Alan Greenspan (« [Je suis attristé qu'il soit politiquement inconvenant de reconnaître ce que tout le monde sait : la guerre d'Irak est largement une histoire de pétrole](#) »).

Lors des réunions de l'[Energy Task Force](#) assemblée par le vice-président Dick Cheney en 2001, dans les premières semaines de l'administration Bush, une [carte](#) fut produite, faisant état d'un découpage possible de futures concessions pétrolières en Irak. L'existence de cette carte fut révélée en 2002 par décision de la justice américaine.

Après avoir quitté le gouvernement, Lady Symons, aujourd'hui âgée de 59 ans, est devenue conseillère de la banque d'affaires MerchantBridge, qui a réalisé d'importants profits dans des contrats de reconstruction dans l'Irak d'après-guerre, [précise The Independent](#). En mars, Elisabeth Symons a rompu les contacts qu'elle entretenait avec le Conseil de développement économique national libyen, auprès duquel elle intervenait en tant que conseillère bénévole.

L'Irak détient 8,3 % des réserves mondiales de pétrole. C'est aujourd'hui le seul producteur majeur dont les capacités de production semblent pouvoir être accrues de façon substantielle, [face à la perspective d'un déclin des extractions de nombreux autres grands producteurs](#) (*voir aussi* [oil man] ['Peak Oil' : LE DOSSIER](#)).

Les intérêts britanniques dans le pétrole irakien remontent à la veille de la première guerre mondiale, à l'époque de la Turkish Petroleum Company. Ceux des compagnies américaines remontent à la création de l'[Iraq Petroleum Company](#), en 1929.

# Énergie et démocratie

Mis à jour le 18.06.11 | 14h02

Et si le régime politique dépendait des bases physiques sur lesquelles repose la société ? Cette question, posée jadis par Montesquieu et abandonnée depuis Tocqueville, mérite sans doute une attention renouvelée, à l'heure où la crise écologique s'impose au monde.

Le chercheur [Timothy Mitchell](#), professeur à l'université [Columbia de New York](#), l'éclaire de façon stimulante. Dans *Petrocratia*, version rallongée d'un article remarqué paru dans *Economy and Society* et précédant un livre plus détaillé à paraître en anglais à la fin de l'année, il démontre comment l'histoire de la démocratie dans les pays occidentaux depuis près de deux siècles ne peut pas être séparée de leur histoire énergétique.

Jusqu'à la révolution industrielle, rappelle-t-il, la principale source énergétique était l'énergie solaire que l'on convertissait, grâce à la photosynthèse, par les cultures et les forêts. Ce mode énergétique supposait de vastes surfaces et un habitat dispersé. Mais, "à partir des années 1840, écrit Mitchell, le charbon fournissait une quantité d'énergie qui aurait exigé une surface forestière équivalente à deux fois la surface du pays (Grande-Bretagne), puis deux fois plus en 1860, et encore deux fois plus en 1890. Grâce à ce "nouveau métabolisme énergétique", une majorité de la population pouvait désormais se concentrer dans des zones éloignées des terres agricoles - dans des villes dont la taille n'était plus limitée par les anciennes contraintes énergétiques".

Cette concentration d'énergie a donné aux travailleurs qui en étaient les producteurs un pouvoir nouveau, qu'ils ont su exploiter pour transformer leur position stratégique dans la nouvelle économie industrielle en puissance politique. "Les systèmes énergétiques traditionnels, par définition dispersés car dépendants des rayons du soleil, n'avaient jamais offert à aucun groupe de travailleurs une telle capacité d'action politique", explique le chercheur.

Entre les années 1880 et l'entre-deux-guerres, "les ouvriers des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord utilisèrent ce pouvoir nouvellement acquis sur les flux énergétiques pour acquérir ou élargir le droit de vote, et surtout pour obtenir le droit de former des syndicats, de créer des organisations politiques et de mener des actions collectives, notamment des grèves".

## Moins de travail

Il y a donc une liaison forte entre le système énergétique et le système politique. Mitchell poursuit l'analyse en montrant comment l'avènement du pétrole, à partir des années 1930, a été utilisé par le capitalisme pour affaiblir le mouvement ouvrier. En effet, la production du pétrole est éloignée des zones industrielles, elle exige moins de travail, les ingénieurs y ont plus d'importance que les ouvriers.

Nourri d'une historiographie peu connue, le livre de Mitchell met au jour des stratégies politiques ignorées. Sa dernière partie, dans laquelle il relie les politiques monétaires depuis les années 1970 à la stratégie pétrolière, est plus faible, et l'on espère qu'elle sera plus aboutie dans son livre à paraître chez Verso, à Londres. Mais l'hypothèse de départ de *Petrocratia*, le lien entre régime politique et régime énergétique, est très forte. Elle doit nourrir la réflexion au moment où les énergies renouvelables, déconcentrées, s'opposent au nucléaire et aux fossiles, et alors que le pic pétrolier est entré dans l'actualité.

Petrocratia. La démocratie à l'âge du carbone

## Libye – Bahreïn : les deux poids, les deux mesures

**Huit opposants condamnés à la prison à perpétuité hier à Bahreïn. Mais pas question de chatouiller l'allié voisin, l'Arabie Saoudite (que Washington aurait cherché à mettre à contribution face à Kadhafi).**

L'Otan continue la guerre en Libye, sans succès décisif. Malgré la [mort de dizaines de civils](#) dans des bombardements au cours des derniers jours, et malgré l'[hostilité croissante du Congrès américain](#), l'alliance atlantique tient pour l'instant bon, et poursuit l'offensive.

Difficile de deviner tout ce qui se passe sous le radar des médias. On sait [bien peu de choses](#) du soutien logistique apporté au Conseil national de transition libyen. Le responsable du pétrole au sein de la rébellion [se plaint](#) de l'insuffisance de l'aide financière fournie par la coalition. Le Conseil national de transition s'est vu promettre une enveloppe de 500 millions de dollars, et [espère](#) relancer « *bientôt* » les exportations de pétrole. D'après le journaliste anglais Robert Fisk, Washington [aurait demandé](#) à l'Arabie Saoudite de fournir secrètement des armes aux rebelles (selon une tactique [éprouvée](#) depuis la fin des années soixante-dix). Le Pentagone [a reconnu](#) que l'afflux d'armes en Libye risque de profiter aux groupes armés d'Afrique du Nord qui se réclament d'Al-Qaida.

Les pays occidentaux semblent prêts à faire tout le nécessaire (...?) pour parvenir à la chute de la dictature au pouvoir en Libye – [mise à part peut-être l'Italie](#), sans doute trop dépendante du pétrole (et des pétrodollars) de son ancienne colonie pour ne pas risquer de fléchir.

Les grandes compagnies pétrolières occidentales ont [beaucoup à gagner](#) en Libye.

**A Bahreïn, c'est une autre histoire.**



Manifestation à Manama, le 13 mars. [Reuters]

Huit leaders de la communauté chiite de la petite île du golfe Arabo-Persique [ont été condamné à la prison à vie hier](#) pour conspiration contre le pouvoir royal sunnite, en même temps que treize autres accusés, qui purgeront de lourdes peines. Pour protester contre ce procès expéditif, des militants chiites [ont à nouveau dressé des barricades](#) dans les rues de la capitale, Manama.

En tout, plus de [quatre cents personnes](#) seront jugées pour leur participation au mouvement

de rébellion apparu en mars.

La police du régime [a torturé](#) jusque dans les hôpitaux de nombreuses personnes blessées au cours des manifestations, accuse Médecins sans Frontières.

[Malgré](#) la très mesurée condamnation de Washington (qui s'est contenté d'inscrire début juin le royaume de Bahreïn sur une liste des pays violant les droits de l'homme), [les tortures d'opposants](#) ont, semble-t-il, continué, et ce en dépit de la [levée officielle de la loi martiale le 1er juin](#).

L'île de Bahreïn [accueille la base](#) de la [cinquième flotte](#) de la marine des Etats-Unis, chargée de la sécurité du golfe Arabo-Persique.

C'est le royaume voisin d'Arabie Saoudite qui a mis un terme aux importantes manifestations du début du mois de mars, [en dépêchant ses troupes sur l'île](#). Le roi de Bahreïn a par la suite [remercié](#) l'Arabie Saoudite pour lui avoir permis de déjouer ce qu'il qualifie de « *complot venu de l'extérieur* ». Bahreïn est reliée à l'Arabie Saoudite par un pont, la [Chaussée du roi Fadh](#), du nom du souverain qui régna en Arabie Saoudite jusqu'en 2005.

La population de l'île de Bahreïn (1,2 million d'habitants) compte une large communauté chiite dominée par un pouvoir sunnite. Une situation similaire prévaut dans la Province orientale de l'Arabie Saoudite, située juste en face de Bahreïn, et qui recèle les champs de brut géants de la première puissance pétrolière mondiale.

La répression à Bahreïn a déclenché de [vastes manifestations au sein de la communauté chiite en Irak](#), ainsi que de [vives protestations de la part du régime chiite iranien](#).

Certains lecteurs vont sûrement me reprocher, comme après mon [post précédent sur les causes de la guerre en Irak](#), de faire preuve d'angélisme, tout en enfonçant des portes ouvertes. Je laisse l'éditorialiste fulminant d'Asia Times, Pepe Escobar, [dire l'évidence](#) : « Comme le veut l'inextricable nœud qui unit les Saoudiens et Washington, la démocratie peut être acceptable pour la Tunisie, l'Egypte et la Libye ; mais elle constitue une très mauvaise idée en ce qui concerne l'Arabie Saoudite, Bahreïn et les autres dictatures amies du golfe Persique. »

La géopolitique du pétrole, c'est l'éléphant oublié au milieu du salon. Quand on veut bien se souvenir de sa présence, celle-ci s'impose comme un truisme indigeste : trop évident, trop nécessaire pour être assimilée dans le débat public des démocraties avides de brut. Qu'est-ce que vous voulez ma p'tite dame, l'éléphant est trop gros pour être mû !

Entre 2009 et 2010, le montant des ventes d'armes à Bahreïn autorisées par Washington [est passé de 88 à 200 millions de dollars](#). Les troupes de la Garde nationale saoudienne chargées de normaliser la situation à Bahreïn bénéficient depuis toujours d'équipements et d'une formation [fournis par les Etats-Unis](#). Elles ont également [été entraînées par la Grande-Bretagne](#).

La France, elle aussi, a sa "dictature amie" dans le golfe Arabo-Persique. L'émirat d'Abu Dabhi, [qui héberge depuis 2009 une base militaire française](#), et s'apprête à [inaugurer une succursale du musée du Louvre](#), est le pays arabe le plus étroitement lié à la coalition qui bombarde en ce moment la Libye.

[Selon Robert Fisk](#), la pusillanimité de Washington à l'égard de Bahreïn et de l'Arabie Saoudite « *marque le point le plus bas du prestige des Etats-Unis dans la région depuis que Roosevelt a rencontré le roi Abdul Aziz à bord de l'USS Quincy sur le Grand Lac Amer en 1945* ». Robert Fisk, l'un des observateurs les plus respectés de la politique dans le monde arabe, ajoute : « *L'incapacité d'Obama à soutenir les révolutions arabes avant qu'elles ne soient quasiment*

*achevées a dissipé le peu de crédit que conservaient encore les Etats-Unis dans la région. »*  
(Un peu comme pour la France, en fait.)

La dernière fois que l'armée d'un pays du golfe Arabo-Persique était entrée dans un autre pays du golfe, c'était l'armée irakienne au Koweït, en août 1990... Ce mois-ci, un blogueur de nationalité koweïtienne [a été arrêté](#) à Bahreïn pour avoir posté sur Twitter des informations sur la répression de la rébellion dans l'île.

L'histoire fait de bizarres cercles concentriques autour de ce golfe-là, où se trouve plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole.

L'incapacité des Etats-Unis et des autres démocraties occidentales à dire son fait à l'Arabie Saoudite peut résonner comme un avertissement. A mesure que les réserves pétrolières s'épuiseront ailleurs dans le monde, les puissances du Golfe, à commencer par l'Arabie Saoudite, deviendront de plus en plus importantes et de moins en moins critiquables. « *Le monde va de plus en plus dépendre d'un nombre très restreint de pays du Moyen Orient* », [mettait en garde](#) il y a quelques semaines le chef économiste de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol.



Transports de troupes saoudiennes arrivant à Bahreïn, le 14 mars. [Ammar Rasool/APAimages]



# L'Europe plus fragile face au pic pétrolier



Le déclin des réserves de pétrole conventionnel est aujourd'hui communément admis. Si les plus optimistes misent sur la découverte de nouveaux gisements, l'urgence est à la transition vers une énergie décarbonnée. En particulier pour les plus dépendants au pétrole, Union Européenne en tête.

Le pic pétrolier a été atteint en 2006. C'est en substance ce que révèle l'Agence Internationale de l'Énergie dans son rapport annuel World Energy Outlook 2010, paru début novembre dernier. Une première pour l'AIE, qui a longtemps réfuté l'imminence d'un pic pétrolier mondial. Désormais, ses prévisions sont sans appel : « *la production de pétrole brut se stabilise plus ou moins autour de 68 millions de barils par jour (Mb/j) à l'horizon 2020, mais ne retrouve jamais le niveau record de 70 Mb/j qu'elle a atteint en 2006.* »

## L'AIE conjugue déclin du pétrole brut et croissance de la production mondiale

Pour autant, l'AIE se veut rassurante. Certes, les réserves de pétrole brut déclinent, mais l'heure n'est pas (encore) à l'affolement. Misant sur les progrès technologiques, l'exploitation de gisements connus, la découverte de nouveaux gisements, la production de pétroles non-conventionnels (issus du charbon et des schistes bitumineux), et les gains de raffinage, l'agence estime que la production mondiale « *pourrait atteindre les 100 millions de barils par jour en 2035* ». Autrement dit, malgré le déclin des champs pétroliers aujourd'hui en activité, la production continuera de croître. Un scénario bien plus optimiste que celui des géologues pétroliers de l'Association for the Study of Peak Oil and Gas (ASPO), d'après qui la production totale de pétroles, toutes catégories confondues, ne sera en 2035 que d'environ 75 millions de barils par jour.

En particulier, l'AIE estime que « *le pétrole non conventionnel devrait jouer un rôle de plus en plus important dans l'approvisionnement pétrolier mondial d'ici à 2035* », malgré le bilan environnemental très controversé des gisements en question. (voir article lié). Une analyse que partage Olivier Appert, président d'IFP Energies Nouvelles\*, d'après qui « *les pétroles non-conventionnels d'aujourd'hui sont voués à devenir les pétroles conventionnels de demain. Car s'il est urgent de réduire notre consommation énergétique et de développer les énergies non carbonées, les ressources fossiles représenteront encore 50 à 60% de l'approvisionnement énergétiques en 2050.* » En revanche, pour Bernard Durand, ancien directeur de la division Géologie-Géochimie de l'IFP et auteur de La crise pétrolière, analyse des mesures d'urgence, l'AIE fait un pari sur l'avenir plus qu'incertain. « *Le montant des investissements nécessaires pour développer fortement ces productions est extrêmement élevé. Il est bien possible aussi que les prix à la production grimpent en même temps que le prix du pétrole, reculant ainsi toujours plus loin l'horizon de la rentabilité de beaucoup de projets.* »

## Face à la baisse des exportations, la consommation énergétique européenne doit impérativement baisser

D'après le géologue, c'est davantage la baisse des exportations que le déclin des réserves qui impacteront à court terme les approvisionnements. « *Les quantités disponibles sur le marché international vont décroître plus vite que la production mondiale, malgré l'apparition de nouveaux pays exportateurs comme le Brésil ou le Kazakhstan* », assure-t-il. Car d'ici 2020, la production des champs pétroliers en activité aura diminué de 30%. Une perte de 20 Mb/j, équivalente au double de la production saoudienne. Or, la consommation énergétique des pays producteurs augmente considérablement, et ceux-là ont déjà réduit leurs exportations de 5% depuis 2005. D'ici à 2030, « *l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Iran, la Russie et la Norvège auront cessé d'exporter leur pétrole* », ajoute Bernard Durand. Fortement dépendante de ces exportations, l'Union Européenne serait en première ligne en cas de variations chaotiques du prix du baril. En 2008, elle importait près de 70% de sa consommation de pétrole brut.

Réduire drastiquement la consommation d'énergie d'origine fossile semble donc le défi le plus urgent que l'Union européenne ait à relever. Sans quoi, la précarité énergétique pourrait, dans les années qui viennent, toucher un nombre de plus en plus important de citoyens. Or, réunis lors d'un Conseil européen consacré à l'énergie et à l'innovation le vendredi 4 février dernier, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union ont repoussé « *d'éventuelles mesures en faveur de l'efficacité énergétique* » à l'horizon 2013. Et si le texte final prévoit qu'à partir du 1er janvier 2012, « *tous les*

*États membres devraient inclure des standards d'efficacité énergétique, prenant en compte les objectifs européens, dans tous les appels d'offre de bâtiments et services publics », l'objectif fixé par le paquet énergie-climat de 2008 (améliorer l'efficacité énergétique de 20% d'ici 2020 par rapport à 1990) « n'est pas sur la bonne voie ». Certes, les chefs d'État appellent à « une révolution des systèmes énergétiques » d'ici 2050. Mais le risque est grand de voir s'envoler le prix du pétrole bien avant cette échéance.*

\*l'IFP, Institut Français du Pétrole, a été rebaptisé IFP Energies Nouvelles en juillet 2010

Anne Farhouat  
Mis en ligne le : 23/06/2011

# Dos au mur, les pays riches s'entendent pour puiser 60 millions de barils dans leurs stocks

Afin de calmer les cours du brut, les pays riches de l'OCDE ont décidé, au terme de plusieurs semaines de discussions secrètes, de mettre sur le marché 60 millions de barils de brut issus de leurs stocks.

L'Agence internationale de l'énergie (l'AIE, une émanation de l'OCDE) se chargera de mettre chaque jour sur le marché 2 millions de baril durant un mois.

Ses vingt-sept pays membres pourront décider de poursuivre le processus à l'issue de cette période, si le remède n'est pas suffisant.

Cette initiative, sans précédent par son ampleur, vise à compenser l'arrêt des exportations libyennes de brut, a [annoncé](#) le 23 juin l'Agence internationale de l'énergie.

Mais il existe une autre raison, moins avouable et bien plus profonde.

## **Quelques perspectives, d'abord.**

Jusqu'ici, deux fois seulement les pays de l'OCDE membres de l'Agence internationale de l'énergie s'étaient entendus pour recourir à leurs réserves stratégiques : lors de la guerre du golfe, en 1991, puis lors du passage de l'ouragan Katrina, en 2005. Mais les ponctions consenties alors étaient trois fois moins importantes qu'aujourd'hui.

50 % des 60 millions de barils qui vont être mis sur le marché seront extraits des stocks nord-américains, 30 % devraient venir d'Europe et 20 % d'Asie, avance l'agence [Platts](#).

60 millions de barils, c'est l'équivalent de seulement trois jours de consommation américaine, ou encore 18h33 de consommation mondiale.

La production libyenne de brut s'élevait à 1,6 million de barils par jour (Mb/j) avant le début de la guerre.

Le monde produit chaque jour 82 millions de barils.

Le total des stocks des pays de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) s'élève à 4,1 milliards de barils.

## **Et maintenant la raison inavouable (et néanmoins évidente).**

La décision de l'OCDE prouve que l'industrie pétrolière mondiale ne dispose plus dans l'immédiat de capacités de production inutilisées et capables de répondre aux aléas du marché (hausse de la demande et/ou chute des approvisionnements).

[Seule l'Arabie Saoudite bénéficie de capacités de production supplémentaires significatives](#). Partout ailleurs, les vannes de pétrole sont déjà ouvertes à fond.

Seulement voilà : les Saoudiens ont bien augmenté brièvement leur production en mars, après le début des affrontements en Libye. Mais les 2 Mb/j supplémentaires de pétrole « acide »

(sour) qu'ils ont alors mis sur le marché [n'ont pas trouvé preneurs auprès des raffineurs](#). Le pétrole de Libye est de la meilleure qualité : du *light sweet crude*, auquel on ne peut pas substituer n'importe quel autre type de brut (cela revient à essayer de remplacer un grand cru par de la piquette).

Le *New York Times* cite « une personne au courant de la décision » prise par les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie. Elle affirme que, contrairement à ce qu'indique le communiqué officiel, la guerre en Libye n'est pas la seule cause de l'initiative. Cette personne mentionne le calendrier politique des Etats-Unis (« vous ne pouvez pas être élu avec un gallon à 4 dollars »), la hausse attendue de la demande de brut à partir de cet été, et enfin la « frustration face à l'incapacité de l'Opep d'augmenter sa production ».

La tactique aujourd'hui mise en oeuvre par les pays industrialisés membres de l'AIE [devrait permettre d'assagir temporairement les cours du brut](#).

Mais elle a toutes les chances d'être interprétée comme un symptôme de tensions à venir de plus en plus fortes sur le marché du pétrole, au moment où la demande mondiale d'énergie

[connaît à nouveau une très forte croissance](#). La décision de l'AIE résonne comme l'aveu de l'approche d'une "tempête parfaite" (croissance forte de la demande face à des extractions durablement limitées), et risque donc au final d'alimenter la spéculation à la hausse sur les marchés à terme.

Voilà une intéressante perspective nouvelle : celle d'un monde où croissance mondiale forte et prix faibles des matières premières deviennent incompatibles. L'économiste Jeremy Grantham, à la tête du très réputé fonds d'investissement GMO, [voit dans une telle perspective](#) « *peut-être l'événement économique le plus important depuis la révolution industrielle* », ou encore « *la mère de tous les changements de paradigme* ».

## **D'ici 2020, la production des champs pétroliers en activité aura diminué de 30%**

C'est ce que rappelle Bernard Durand (1), ex-responsable à l'Institut Français du [Pétrole](#) (IFP, aujourd'hui IFP Energies Nouvelles) dans un article au titre évocateur : "[L'Europe plus fragile face au pic pétrolier](#)"...et le texte annonce la couleur "**...l'heure n'est pas (encore) à l'effolement...**", [peak oil](#) oblige !

Il est intéressant de noter que l'info est publiée sur Novethic, qui en tant que filiale de la Caisse des Dépôts, est un pur produit de l'establishment.

Bernard Durand indique : "Les quantités disponibles sur le marché international vont décroître plus vite que la production mondiale, malgré l'apparition de nouveaux pays exportateurs comme le Brésil ou le Kazakhstan" et ajoute "**Car d'ici 2020, la production des champs pétroliers en activité aura diminué de 30 %**".

Nous sommes donc bien dans "[En face de tendances lourdes d'augmentation des prix de l'énergie](#)" en France et dans le monde. C'est la raison pour laquelle l'investissement dans l'exploration-production a retrouvé des couleurs (2). Ce n'est pas la même chose d'investir à perte (3) quand le baril est à 30 dollars, que quand on le prévoit à 150 ou au-delà. Et selon l'article précité "Les marchés pétroliers s'inquiètent de plus en plus de l'équilibre entre l'offre-demande à moyen-terme". Car si un champs est découvert, il peut y avoir un délai de 10 ans avec la mise effective en production, ce qui ne changera pas le cours de l'offre.

Mais pour l'instant, il s'agit de gagner du temps, de ne pas ajouter à la menace de la faillite de la Grèce et de la cascade de défauts souverains qui pourraient en résulter (Irlande, Portugal), la perspective imminente d'un troisième choc pétrolier. C'est la raison pour laquelle "Pour éviter qu'un choc pétrolier ne grippe un peu plus la croissance mondiale, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a décidé, jeudi, de mettre 60 millions de barils sur le marché au cours des trente prochains jours (4)".

Sources :

Novethic

(1) Auteur notamment du livre : "La crise pétrolière – Analyse des mesures d'urgence", Ed EDP Sciences, 2009

(2) Jean-Michel Bezat, "En 2011, l'investissement est au plus haut dans l'exploration-production de pétrole", Le Monde, 17/6/2011

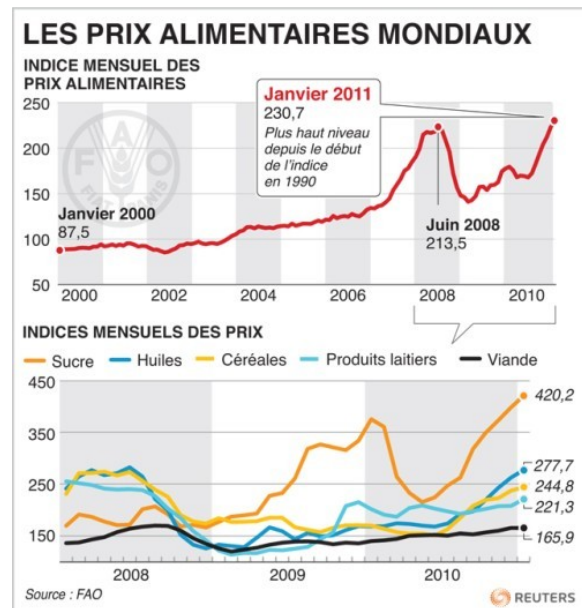
(3) En 2003, la société de consultants énergétiques Wood MacKensie indiquait que, sur 8 milliards de dollars engagés en recherche de nouveaux gisements par les dix premiers groupes pétroliers, le montant commercial des découvertes a plafonné à 4 milliards de dollars. Aujourd'hui, on [consomme 7 barils pour un découvert](#).

(4) Claire Gatinois, "La maladie grecque frappe les banques", Le Monde, 26 et 27/6/2011

# «La spéculation, c'est l'écume sur la vague, point à la ligne !»

mardi 28 juin 2011 à 14h58

La spéculation financière n'influence que marginalement les cours des matières premières, notamment les prix alimentaires, selon le rapport Cyclope qui analyse chaque année l'évolution de cours mondiaux.



«La spéculation, c'est l'écume sur la vague, point à la ligne !, a lâché Philippe Chalmin, coordinateur du [rapport Cyclope](#), lors d'une conférence de presse mardi. Je ne nie pas que les quelque 400 milliards de dollars investis (*dans les marchés de matières premières*) n'ont pas un effet déstabilisateur à court terme», mais la spéculation n'explique pas les tendances lourdes des prix alimentaires, selon lui.

Le rapport *Cyclope* détaille cet argument : «Depuis 1930, toutes les études académiques sur le rôle de la spéculation ont conclu qu'il est neutre. En outre, de nombreux produits comme le riz, le beurre, le bœuf et le poivre n'ont pas – à l'échelle globale – de marché financier représentatif.»

Philippe Chalmin a fait valoir son point de vue, «très difficile à admettre pour ceux qui cherchent des explications faciles et des boucs émissaires», à l'occasion de la présentation de la 25<sup>e</sup> édition du rapport *Cyclope*, dont il coordonne la publication.

Le rapport détaille, pour toutes les «matières premières» (depuis le blé jusqu'à l'art, en passant par les produits financiers dérivés), l'évolution des cours et les perspectives d'avenir.

Poussés notamment par la demande chinoise, la plupart des cours ont augmenté en 2010, certains, comme le caoutchouc et le café, jusqu'à des niveaux vertigineux. Si certains produits devraient voir leur prix baisser dans les prochains mois, notamment certains métaux pour lesquels la demande ne suit plus à ce niveau de prix, d'autres pourraient continuer de grimper. C'est le cas de certaines matières premières agricoles.

Philippe Chalmin prédit de «vraies zones de tensions» sur les produits alimentaires. A des échéances plus longues, l'énergie devrait rester un marché tendu, en raison du pic pétrolier, mais aussi de la sortie du nucléaire amorcée par plusieurs pays après la catastrophe de Fukushima.

Plus fondamentalement, Philippe Chalmin estime que «la mutation majeure» des dernières années «a été le passage du stable à l'instable», dans un monde globalisé et peu régulé, sur la plan agricole, énergétique, mais aussi monétaire.

# Le pétrole sera abondant à condition d'y mettre le prix

**Multipliés par quatre depuis l'an 2000, les cours élevés du baril ont boosté les investissements d'exploration des compagnies. Et permis de découvrir des réserves, certes très coûteuses à exploiter, mais considérables.**

Les Franciliens ne le savent pas, mais leur région est un émirat pétrolier. Ils auraient près de 100 milliards de barils d'or noir sous les pieds. L'équivalent des réserves du Koweït, l'un des principaux fournisseurs mondiaux. Mais ce trésor est fait de pétrole de schiste, ainsi nommé parce qu'il reste disséminé dans la roche où il s'est formé, sans migrer dans des gisements classiques. Son exploitation est donc difficile, trois fois plus chère que celle du brut conventionnel, et risquée pour l'environnement. Le groupe américain Treador, spécialiste de ce genre de pompage, a beau multiplier les permis d'exploration autour de Paris, il récupérera au mieux 20% du total...

Pour autant, les automobilistes ne sont pas menacés de pénurie. Les sous-sols de la planète regorgent de ressources et la théorie du «Peak Oil», qui prédit un prochain déclin de la production, n'est plus d'actualité. Car plus l'or noir flambe, plus les bénéfices des compagnies peuvent financer campagnes d'exploration et techniques de production chères. A 100 dollars le baril, les réserves exploitables s'accroissent. Ainsi, en dépit des énormes volumes extraits depuis 1988, le «stock» mondial de pétrole conventionnel est resté stable (1 500 milliards de barils de réserves prouvées, soit quarante-cinq ans de consommation au rythme actuel). Et il reste du potentiel. En Irak et en Russie, encore peu explorés, ainsi que dans l'offshore profond (jusqu'à 4 000 mètres de fond), comme le montrent les récentes découvertes au large du Brésil.

A ces réserves s'ajoutera l'exploitation du pétrole «non conventionnel». Au total, la planète en contiendrait 5 000 milliards de barils, qu'il devient rentable d'extraire quand les cours du brut grimpent : à 50 dollars le baril, on peut s'attaquer aux 550 milliards de barils de pétrole lourd du Venezuela. Au-delà de 80 dollars, aux sables bitumineux du Canada (180 milliards de barils). Au cours actuel, enfin, les 3 500 milliards de barils de pétrole de schiste deviennent exploitables. Les principales réserves sont aux Etats-Unis, au Congo-Kinshasa, en Russie, au Brésil... et, donc, en Ile-de-France.

*Etienne Gingembre*

© *Capital.fr*

# Le nœud coulant du peak oil commence à se resserrer

mercredi 29 juin 2011

Par SuperNo

**Nous sommes en train de changer de monde, et chacun continue à faire comme si de rien n'était, malgré les signes de plus en plus précis. Noyée au milieu de faits divers épouvantables, ou de minables affaires de tricheries au bac, la nouvelle est passée inaperçue : afin de pallier l'arrêt de la production du pétrole libyen, l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) vient de décider de mettre sur le marché 60 millions de barils. Même pas une journée de production mondiale. L'opération s'étendra sur un mois, à raison de 2 millions de barils par jour, un peu plus que les 1.7 million naguère produits quotidiennement par la Libye.**

Je ne sais pas ce que cela vous inspire, mais c'est en fait extrêmement clair : nous y sommes : les forces de la "croissance infinie", du capitalisme, de la pub, et du con-sumérisme, sont aux abois. Piquer dans les stocks, cela signifie qu'il n'y a plus d'autres possibilités pour extraire davantage de pétrole du sol qui a presque tout donné. Or, en cette période de "sortie de crise", la "croissance repart" (nos minus de politiciens s'en réjouissent tous), et la demande de pétrole augmente mécaniquement. La production mondiale de pétrole (et donc la consommation) plafonne inexorablement à 82 millions de barils par jour, elle ne peut désormais que décliner. Ceci pousse les prix à la hausse, et surtout, cela signifie qu'à court terme on ne pourra plus faire rouler autant de bagnoles ou voler autant d'avions, fabriquer ni donc vendre suffisamment de saloperies pour alimenter le système. Lequel système, qui ne connaît que la croissance, va s'écrouler sur lui-même dans un craquement épouvantable auprès duquel la crise de 1929 et celle de 2008 réunies ne seront qu'anecdotes.

Evidemment, la bourse réagit, et devant la perspective de la hausse soudaine de l'offre, les prix du brut chutent de 10 %. Youpi, s'écrient les bisounours ! Il est assez désespérant de constater la réaction pitoyablement ridicule des imbéciles qui nous gouvernent ou prétendent le faire : aussitôt la nouvelle annoncée, **Éric Besson** endosse les habits de Christine Lagarde pour annoncer d'un air martial qu'il va personnellement veiller à ce que les pétroliers répercutent im-mé-dia-tem-ent la baisse des prix à la pompe. Quelques centimes de moins au litre, au mieux quelques euros pour un plein.

Je ne sais pas si vous avez regardé Marine Le Pen dans l'émission de *France 2*, avec notamment Pujadas ("laisse d'or" du *Plan B* en 2010) et Joffrin (qui me semble-t-il reçut jadis la sienne), qui, débarrassés pour un soir de leur laisse et des bonnes manières qu'ils réservent aux puissants, avaient au contraire sorti leurs crocs pour dire à Marine Le Pen ses quatre vérités. Il est vrai que la probabilité qu'elle fasse obstacle à leur carrière une fois au pouvoir est infime. Ils l'ont quand même laissée dire, au milieu de réponses à côté de la plaque et d'âneries grosses comme elle, une énormité : sachez donc, braves gens, que lorsque Marine Le Pen sera au pouvoir, elle baissera la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers). Une "détaxe carbone", en quelque sorte. Difficile d'avoir moins le sens de l'histoire... Il paraît qu'on n'a que les politiciens qu'on mérite, mais je me demande qui a bien pu mériter ça...

Au même moment, l'industrie aéronautique pavoise, et *Airbus* annonce notamment la vente de plus de 500 "A320 néo", qui consommeraient 15 % de moins que son prédécesseur. Ce ramassis d'andouilles se rend-il vraiment compte que d'ici 20 ans leurs tas de ferraille rouilleront, à l'abandon sur des terrains vagues ? Que le carburant sera devenu trop rare et trop cher ? Et que de toute façon les chômeurs ne prennent pas l'avion ? La drogue de la croissance, comme celle de l'amour, provoque l'aveuglement... Que va-t-il se passer dans un mois ? Je doute que la guerre en Libye (aka "*War for oil by BHL*") soit terminée et que le pétrole libyen coule à nouveau à flot. Eh bien on sera revenu au même point, avec 60 millions de barils en moins dans les stocks. Qu'il faudra bien reconstituer... etc. etc. Quand un chômeur commence à taper dans son livret A parce que *Pôle-Emploi* ne lui permet plus de payer son loyer, ça sent le roussi. À ceci près que le chômeur peut éventuellement retrouver du boulot, mais que nous ne retrouverons jamais de pétrole, et ça fait toute la différence.

Et il ne faudrait surtout pas oublier l'autre pic, celui des métaux, qui est au moins aussi inquiétant. Aujourd'hui pourtant, la tendance est à l'écologie des bisounours, et à l'ostracisation des "vrais" zécolos, qualifiés au choix de "sectaires", "d'intégristes", voire de "fascistes". C'est ce que Paul Ariès appelle "*l'adaptation*". Plus question de s'opposer frontalement, c'est impoli. Accompagner, en faisant mine de croire que l'on pourra changer quelque chose. Les bisounours se laissent corrompre par la proximité du pouvoir croissanciste, et rouler dans la farine. Dans son livre "*Qui a tué l'écologie*", **Fabrice Nicolino** décortique le phénomène, et explique comment des associations comme *Greenpeace* ou le *WWF* se sont assagies (enfin, surtout la première, la seconde ayant toujours été très sage), préférant le confort matériel et la rentabilité du charity business aux vrais combats écologistes. Leur participation au "*Grenelle de l'environnement*" les a totalement ridiculisées. **Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que les salariés du WWF**



## **se rebellent contre leur patron Serge Orru, écotartuffe et autocrate, au salaire de ministre.**

Autre exemple moins connu mais très significatif cité par Nicolino : la dérive du ROC (*Rassemblement des Opposants à la Chasse*), qui fut présidé jusqu'à sa mort en 2000 par le grand Théodore Monod. Depuis 2001, l'association est dirigée par Hubert Reeves, et a pris un nouveau cap, plus consensuel. La première mesure du nouveau président fut de changer le nom de l'association : le ROC devient "*LIGUE POUR LA PRÉSERVATION DE LA FAUNE SAUVAGE ET LA DÉFENSE DES NON-CHASSEURS*, dite ROC", et sa volonté devient d'"être positif"...

Il y a aussi le gaz de schiste. Pour l'instant, l'opposition est totale, et les projets ont été gelés. Du moins en apparence. Mais les affairistes et leurs complices au gouvernement continuent à s'agiter en coulisses, et ils reviendront à la charge. Si comme il se raconte, il y a plusieurs décennies de consommation dans le sous-sol, la pression pour que le massacre s'opère sera intenable, et l'irréparable se commettra, soyez-en sûrs. De premières lézardes dans l'opposition se feront jour, et vous verrez bientôt les premiers zécolos en peau de lapin vous expliquer que finalement ça n'est pas si terrible, qu'il ne faut pas aller contre le progrès, que c'est après tout moins dangereux que le nucléaire, que... (rajoutez ici toutes les foutaises concoctées par les agences de com' à la solde de ces massacreurs cupides).

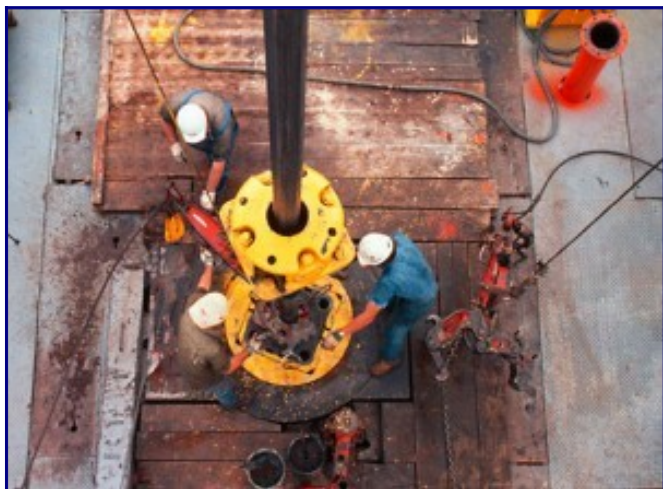
Il n'y a qu'une seule écologie, c'est l'écologie politique. Et elle ne peut pas être de droite (ni même "*socialiste*", ou "*communiste*", évidemment) : elle est nécessairement anticapitaliste et antiproductiviste. Le temps des bisounours est passé, l'heure est au combat. Et quand je vois que les zécolos estampillés officiels, qui après avoir abandonné toutes les révoltes sous la conduite de Daniel Cohn-Bendit, vont maintenant se hulotiser, j'enrage. Pire, José Bové lui-même soutient non seulement Hulot, mais ose émettre, sans mourir de honte, l'hypothèse d'appeler à voter "*socialiste*" dès le premier tour (pour éviter le risque du FHaine, évidemment).

**On en crève, du positivisme. Lorsqu'un passager laisse un mec bourré conduire une voiture, il peut être accusé de non assistance à personne en danger. La maison brûle, et on vote Hulot. Pour revenir au pétrole et à la croissance, il ne faut plus prendre de gants avec ceux qui nous mènent au gouffre. Il faut les traiter comme ce qu'ils sont : des incapables, des irresponsables, des dangers publics, des nuisibles à éradiquer d'urgence.**

(N.B. Prenez une bonne habitude : au lieu d'écouter Pujadas ou Joffrin célébrer la croissance, lisez [le blog "Oil Man" de Mathieu Auzanneau](#), journaliste spécialiste de cette question.)

## Bulle de gaz de schiste aux Etats-Unis ?

Le [New York Times](#) est en train de mettre une belle pagaille dans l'industrie américaine des gaz de schiste. Le journaliste Ian Urbina a réuni de nombreux éléments tendant à montrer que les réserves exploitables et la rentabilité de la production de ce gaz naturel non-conventionnel, en plein boom depuis cinq ans aux Etats-Unis, ont été largement surestimés.



Puits de gaz de schiste de Chesapeake, au Texas. D'après un document interne de cette firme, spéculer sur les concessions est plus rentable que forer. [DR]

Les cours des actions de plusieurs producteurs de gaz naturel [ont chuté en début de semaine](#), suite à la publication de l'enquête du [New York Times](#). Des porte-parole [de l'industrie](#) et [de l'administration Obama](#) ont vivement réagi, rejetant les accusations mises en avant par le quotidien new-yorkais. Plusieurs parlementaires américains [viennent d'interpeller la SEC](#), le gendarme de Wall Street, afin qu'elle tire l'affaire au clair.

Certains propos de spécialistes rapportés par le [New York Times](#) ont de quoi refroidir l'ardeur des investisseurs, qui ont permis à l'industrie américaine des gaz de schiste de se développer à vitesse grand V, faisant des Etats-Unis le premier producteur mondial de gaz naturel, devant la Russie.

« *L'argent coule a flot* », alors même que les gaz de schistes « *sont intrinsèquement non-rentables. (...) Ça fait penser (à la bulle) des .com* », écrivait en février un analyste du groupe d'investissement PNC Wealth Management. Un analyste d'IHS, la firme de référence dans le domaine du conseil en investissement dans l'énergie, affirmait en août 2009 : « *Ce qui se dit dans le monde des (industriels) indépendants, c'est que le business des gaz de schiste n'est qu'une [chaîne de Ponzi](#) géante, et qu'économiquement, ça ne tient tout simplement pas la route.* »

Le [New York Times](#) rend également compte de l'analyse d'un pétrogéologue de Houston, Art Berman, d'après lequel les plus gros industriels américains actifs dans le boom des gaz de schiste au Texas surestiment de 73 à 350 % le montant des réserves qu'ils sont capables d'exploiter dans cet Etat, producteur n°1 aux Etats-Unis.

Pour extraire le gaz naturel piégé dans les schistes, il faut fracturer cette roche peu perméable en y injectant, sous très haute pression, de l'eau agrémentée d'un [cocktail impressionnant de produits chimiques toxiques](#).

Cette technique ne permet de récupérer le gaz naturel que dans un périmètre limité autour de la zone fracturée. Il est très fréquent de voir les extractions d'un puits chuter de moitié dès la première année.

Pour maintenir un niveau de production élevé, il faut donc sans cesse creuser de nouveaux puits.

fonctionnaire fédéral : « *Ici, nos ingénieurs font des projections sur la production de ces puits qui s'étendent sur 20-30 ans, mais pour moi, il reste à prouver que c'est viable. (...) En fait, je suis moi-même assez sceptique, quand vous voyez le (pourcentage) de déclin dès la première année de production.* »

Dans un courrier datant de 2008, le directeur exécutif de Chesapeake explique qu'il est plus rentable de spéculer sur les titres des concessions que de creuser des puits d'extraction.

Le *New York Times* réussit là l'un des plus beaux coups de la courte histoire du *datajournalism*, en [mettant en ligne des centaines de courriels et de documents internes](#).

Aucune des critiques qui émergent de l'enquête n'est fondamentalement nouvelle. Ce qui est impressionnant, c'est de voir à quel point ces critiques sont répandues à l'intérieur même de l'industrie.

Un géologue à la retraite affirme que la combinaison de « *démésure et de mauvaise science* » risque de conduire à un scandale comparable à la [faillite d'Enron](#)., rapporte le *New York Times*.

Tandis que le Texas fait face cette année à la pire sécheresse jamais enregistrée dans l'Etat, l'industrie des gaz de schistes [continue à engloutir des milliards de litres d'eau](#).